

Ile-de-France

sous les avions ...

Des villes de plus en plus pauvres

L'observatoire du bruit et l'Agence régionale de santé publient une étude montrant une paupérisation des communes subissant le plus les nuisances aéroportuaires.

C'est un peu la double peine. Plus une commune subit les nuisances sonores de l'aéroport voisin, plus elle s'appauvrit et sa population vit dans la précarité. C'est le constat édifiant dressé par Bruitparif, l'observatoire du bruit en Ile-de-France, qui vient de publier le résultat de ses travaux dans le cadre de l'étude Survol pilotée par le préfet de région et l'Agence régionale de santé (ARS). Il s'agit d'un dispositif de surveillance renforcée du bruit qui concerne 293 communes et 1,73 million d'habitants autour des plates-formes d'Orly, Roissy-Charles-de-Gaulle et Le Bourget.

Bruitparif a recoupé les relevés de pollution atmosphérique d'Airparif et ses mesures de bruit avec les données socio-économiques de l'Insee sur les secteurs étudiés. L'indicateur retenu tient notamment compte de la proportion de chômeurs, de la sur-occupation des logements et de la part de ménages sans voiture. **Parmi les communes signalées comme les plus défavorisées : Saint-Denis, La Courneuve, Stains ou Aulnay, en Seine-Saint-Denis ; Sarcelles, Goussainville et Garges-lès-Gonesse, dans le Val-d'Oise ; Villeneuve-le-Roi ou Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, et Vigneux, Savigny-sur-Orge ou Montgeron, dans l'Essonne.** Certaines se paupérisant d'autant plus qu'elles cumulent les nuisances des avions et des trafics routiers et ferrés.

La faute à qui ? A l'immobilier et aux contraintes d'urbanisme tonnent en chœur élus, associations de riverains et spécialistes des nuisances aéroportuaires. A Villeneuve-le-Roi, on reconnaît faire partie des « villes sinistrées », avec « un taux de chômage de 13% ». La ville est au 5e rang de l'habitat insalubre dans le Val-de-Marne. Avec le bruit des avions et « 70% de la pollution due à l'aéroport », « on ne vient pas vivre ici par choix », lance le maire UMP, Didier Gonzales, également président de l'association des élus riverains d'Orly. Sa ville a perdu « 5000 habitants en dix ans » et affiche un fort turnover.

Au fil des ans et de l'accroissement du trafic aérien, les nuisances ont fait chuter les prix de l'immobilier dans les communes concernées. « Les ménages qui ont les moyens financiers d'habiter ailleurs s'en vont, entraînant des pertes de rentrées fiscales pour les communes, qui deviennent très endettées et n'ont plus les moyens d'investir dans les équipements publics », détaille Patric Kruissel, président de l'Advocnar, l'une des principales associations de riverains de Roissy.

Sans compter les contraintes d'urbanisme imposées par les plans d'exposition au bruit. Dans les zones les plus restrictives, impossible de construire, d'agrandir sa maison. Dans le Val-de-Marne et l'Essonne, où il a même fallu raser des centaines de maisons pour construire l'aéroport, les maires ont obtenu des préfets un assouplissement pour permettre des opérations de renouvellement urbain. « Les PEB ont figé les territoires, flingué nos villes... » dénonce Didier Gonzales. L'édile plaide pour la fermeture pure et simple de cet « aéroport dans la ville ». La reconversion de « ses 1 529 ha d'emprise » pouvant offrir une formidable manne d'emplois.

La carte des populations défavorisées

